



Aujourd'hui, 12 mai 2021, cela fait 49 ans que l'assaut de l'université dans la nuit du 12 mai 1972 par des éléments des FRS (Forces républicaines de sécurité calquées sur les CRS français), a eu lieu. Il marque le vrai début de la fin du régime PSD/Tsirirana. Mémoire de l'Histoire.

Il faut savoir qu'en 1971, l'École de médecine sise à Befelatanàna comptait 210 étudiants. Ils s'étaient mis en grève, déjà cette année-là pour protester contre les mauvaises conditions matérielles existant et, plus précisément les conditions d'internat : interdiction des visites, fermeture des portes juste après le repas du soir, douches ne fonctionnant pas, mauvaise qualité de la nourriture et, surtout, retard dans le versement des bourses. A ce moment-là, le pouvoir dirigé par le parti PSD (Parti social démocrate) créé par le Président Philibert Tsiranana avait une toute autre priorité : l'organisation de l'élection présidentielle du 30 janvier 1972. A l'époque, les étudiants, respectueux des valeurs républicaines et de la Res publica, suspendent leur grève afin de ne pas entraver le bon déroulement de cette élection qui vit la victoire du Président Tsiranana avec un score de 99,74% ! A croire que les nouveau-nés, les mineurs et les « *adala* » (personnes ayant perdu la raison) avaient participé à ce vote. Passons.

Passée l'euphorie de la victoire du régime en place, la grève des étudiants médecine reprend mais sans aucune réponse quant à leurs revendications de la part des dirigeants. Cependant, leur lutte arriva jusqu'à l'université d'Antananarivo où les étudiants de toutes les filières existantes s'associèrent à un mouvement jugé alors « peu dangereux ». Mais les revendications qui, jusque-là étaient surtout d'ordre matériel, se durcirent et firent tache d'huile dans l'enseignement secondaire. Il faut rappeler qu'en 1972, seulement 50% des enfants d'âge scolaire entraient dans le primaire et seulement 2,6 % dans le secondaire. Les enfants des écoles rurales n'avaient aucune chance d'y accéder. Il faut savoir que le premier cycle du secondaire était divisé entre CEG et lycées. Les élèves de ces deux établissements scolaires avaient peu de chances d'accéder au second cycle des lycées publics. En effet, 75% des places y étaient réservées aux élèves qui avaient eu la chance de faire leur premier cycle dans

un lycée. Par ailleurs, 600 places étaient attribuées d'office aux élèves français. Il était clair que l'entrée au lycée et l'accès au baccalauréat restaient le privilège d'une élite. Pour le grand nombre, cela se traduisait par un arrêt brutal de la scolarisation au niveau de la classe de troisième, avec ou sans le BEPC. Certes, le Second Plan quinquennal prévoyait l'instauration d'un concours d'entrée en classe de seconde « afin de démocratiser ce système ». Pourtant ce projet fut subitement abandonné. C'est cette décision qui a littéralement mis le feu aux poudres...

Et la grève se structura avec le mode d'organisation suivant : un conseil permanent avait été mis sur pied, qui regroupait 160 membres, composé de représentants des différents établissements scolaires de la capitale, à raison de deux délégués par établissement. Ce conseil permanent avait lui-même été divisé en diverses instances : Organe de liaison, chargé de diffuser les tracts et les consignes ; Service d'ordre et Services de sécurité et de santé. A tout cela s'est ajouté un Comité de grève comprenant l'Organe dénommé « Comité animation » chargé de la préparation du matériel et notamment des tracts. C'est au sein de ce Comité animation et d'une Commission « Études » que travaillent les militants publièrent le journal d'opposition « *Andry* » (Pilier), fondé déjà en 1969. Parmi les orateurs, trois étudiants se dégageaient du lot, chaque jour sur le terrain de football du campus d'Ankatso :

Willy Razafinjatovo alias Willy Olala, Michou Ravololonarisoa ou

«*Michou vavy*»

(Michou la fille), et Michel Rambelo dit

«*Michou lahy*»

(Michou le garçon).



Le Groupe Mahalo en mai 1972. De gauche à droite : Bekono (Henare Rakotonjo); Dalala (Rakotohe Andrianambeta) décédé le 03 novembre 2019; Fafak (Famantananona Rajaonson) décédé le 28 octobre 2019; Raoni (Raza Imbranco Ravelonjato) décédé le 03 septembre 2010; Nona (Rakotohe Andrianambelino) décédé le 29 août 2014; Dama (Zamshaleo Ravelondrazosoa) et Charle (Charlebert Andrianabo)

En parallèle, des théoriciens apportaient leurs idées jamais entendues depuis. Il s'agissait de Manandafy Rakotonirina, Germain Rakotonirainy, Gérard Rajaonson et Ignace Rakoto. Les deux premiers fondèrent plus tard le parti MFM pour « *Mpitolona ho amin'ny Fanjakan'ny Madinika* » (Militants pour l'avènement des déshérités). Tous les matins, les grévistes organisaient des séminaires sur le campus où convergeaient étudiants, et élèves

avec la permission sinon
la bénédiction de leurs parents. Cela amena à un
«*baby boom*»

qui a été ignoré... Mais les après-midis étaient aussi des moments de détente, dans le cadre de l'Assemblée générale journalière. Dans un stade de football archi-plein, on écoutait les messages de soutien envoyés des provinces et les chanteurs et groupes de chanteurs venus soutenir le mouvement. C'est ici qu'est apparu pour la première fois en public le mythique groupe venu d'Antsirabe, Mahaleo... Des poèmes et œuvres d'artistes déjà confirmés comme Dox, Rado et Nalisoa Ravalitera étaient aussi récités ainsi que des œuvres improvisées par les étudiants eux-mêmes.

En ce qui concerne les tracts et les banderoles ainsi que le journal « Andry », voici les phrases clés qu'on pouvait y lire, pêle-mêle : Pas de limite d'âge pour les diplômés ; «Où en est la démocratie dans l'enseignement ?» ; «*Au secours, nous étouffons*» ; «*Enseignement instable et non adapté aux Gasy*» ; «*À bas la colonisation culturelle*» ; «*La solidarité jusqu'au bout pour la suppression du pré-bac*» ; «*Il vaut mieux mourir debout*» ; «*Non à la violence*» ; «*Lutte ou crève*» ; «*Révissez les accords de coopération*» ; «*Les droits de l'élève*» ; «*Mort à l'impérialisme culturel*» ; «*Non à la répression, oui à la compréhension*» ; «*Vous nous dites : ne gâchez pas le 1er Mai avec la grève, nous vous disons*» ; «*Ne gâchez pas notre avenir avec vos décisions instables*» ; «*Luttons jusqu'au bout*» ; «*Affrontons dès aujourd'hui les problèmes de demain car qui dort sans prévoyance se réveille sans ressource*». Tout cela n'était pas du tout du goût du régime de l'époque. Surtout que, parallèlement à ces meetings au campus d'Ankatso, des rassemblements se tenaient aussi dans le jardin d'Ambohitovo et des défilés étaient organisés sur l'avenue de l'Indépendance, allant de la gare de Soarano à la statue de Jeanne d'Arc, actuellement Place du 29 mars 1947 à Ambohitovo.

Malgré l'absence d'Internet et des actuels réseaux sociaux, tous ces événements commencèrent à dépasser les frontières de la Grande île de l'océan Indien. Aussi, après un moment flottement, le pouvoir fit fermer l'école de médecine, mettant à la rue une majorité de Malagasy des régions côtières qui seront hébergés par des familles d'Antananarivo. Cette gaffe va mettre en scène les dirigeants d'associations dont celle des médecins formés dans cette école, le syndicat des professeurs de l'enseignement supérieur, l'association syndicale des étudiants et surtout l'association des étudiants de médecine et de pharmacie ou AEMEP. La démarche de médiation de l'AKFM entre grévistes et pouvoir est étouffée dans l'œuf à cause de la position ambiguë de ce parti girouette. Le samedi 22 avril 1972, l'AEMEP est dissoute. Mais il est déjà trop tard. Le mardi 25 avril, élèves, lycéens et étudiants se regroupent au jardin d'Ambohitavoto pour descendre ensemble vers l'Avenue de l'Indépendance. Face à cela, le ministre de l'Éducation nationale de l'époque, Laurent Botokey, décide de rencontrer leurs porte-parole, deux délégués par établissement en grève, le mercredi 26 avril, au stade d'Alarobia. Mais ce seront près de 30.000 jeunes qui déferleront vers ce stade, avec des banderoles ne prêtant pas à équivoque: condamnation de la dissolution de l'AEMEP,

suppression des accords de coopération, départ de coopérants français... Je me souviens parfaitement de cette « *rencontre* » des plus viles et basses que je n'ai jamais vécues de ma vie. La majorité de nous était en tenue très « *hippy* », moi, 18 ans à l'époque, en sous-vêtement orange et en jeans velours pattes d'éléphant crème. Face à nous, très bien protégés par des éléments armés jusqu'aux dents, un ministre complet-cravate très européen entouré d'une poignée de membres du PSD revêtus de costumes traditionnels des provinces malgaches. Et le ministre Botokey s'engouffra encore plus dans des propos malheureux dans un contexte d'explosion sociale imminent: «*Retournez dans les écoles ! Vous êtes des privilégiés par rapport aux paysans et aux côtiers!*» . Nous, on a sifflé, crié et fait entendre les premiers «*malagasy protest songs*» . Puis un de nos porte-parole s'est adressé au ministre, malgré les gardes armés: «*Puisque vous ne songez même pas à considérer nos revendications, la grève continuera!* » .

Et, par la faute du ministre Botokey, les murs à Antananarivo commencèrent à parler : «*Tsirana dictateur*» ; «*Tsirana capitaliste – 40 villas, 4 châteaux*». Cette année 1972, du jamais-vu ni vécu depuis le retour de l'Indépendance eut lieu. Les élèves et les étudiants ont boycotté la cérémonie du 1er mai où, pourtant, chaque année, c'était

l'occasion d'une démonstration de force du parti. Surtout que ce jour avait eu lieu la prestation de serment du Président réélu le 30 janvier 1972... Tout au long de cette révolution estudiantine malagasy, le régime a alterné l'usure et la répression. Il s'agissait, en réalité, des facettes d'une stratégie peu cohérente et presque toujours en décalage avec la situation. Il faut se rappeler que le Président Tsirana, à ce moment, n'était pas dans la Capitale. Rentré d'une tournée dans le Sud, il était se reposer dans la station balnéaire de Ranomafana, province de Toamasina, jusqu'au 13 mai, malgré l'insistance de son entourage et les pressions de l'ambassadeur de France, Alain Plantey. Mais Dadabe Tsirana était bien malade et hémiplégique. Il se laissa emporter par de violentes crises de colère. Il s'est fait soigner en France en 1970, où il avait rédigé ses « *Cahiers bleus* »

qui témoignent d'une croyance naïve en sa popularité, illusion renforcée par son score électoral du 30 janvier 1972. Il ne faut jamais perdre de vue la brutale répression de la révolte du Sud le 1er avril 1971 qui fit 3.000 morts, selon Monja Roindefo, le fils du leader charismatique du parti Monima, Monja Jaona. Sa paranoïa, qui lui fit voir des complots partout, qui le conduisit même à faire arrêter, le 1er juin 1971, son successeur désigné et ex-ministre de l'Intérieur, André Resampa. Celui-ci avait été accusé de conspiration avec les États-Unis. Le Président, dans sa démence, fit aussi démanteler un prétendu réseau maoïste basé à l'ORSTOM, actuel IRD. Il vit alors, dans le mouvement estudiantin un « *complot communiste venu de l'étranger* »

. Cette obsession a été renforcée par l'expulsion de l'Ambassadeur des Etats-Unis et son incompréhension totale des revendications de la nouvelle génération.



Philibert et Justine Tsiranana posant devant l'entrée de l'EPP Antsirabecentre, dans la sous-préfecture de Mandritsara, où le premier Président de la République de Madagascar a été instituteur, après avoir suivi les cours de la «Section Normale», de l'école d'instituteurs «Le Mystre de Vilers»

77 ans le 12/05/1930. Le régime PSD est tombé le 14 novembre 1972. Le régime PSD a été remplacé par le régime de la 1^{re} République. Philibert Tsiranana a été remplacé par le régime de la 1^{re} République.



Madagascar - Antananarivo - 12 mai 1972 - Le début de la fin du régime PSD/Tsiranaana - Philibert Tsiranana et Justine Tsiranana devant l'entrée de l'EPP Antsirabecentre.



Antananarivo 12 mai 1972. Le début de la fin du régime PSD/Tsirananana